

idées
reçues

La Violence



Véronique Le Goaziou



idées
reçues

La Violence

idées
reçues

La Violence

Véronique Le Goaziou

Économie & Société

Véronique Le Goaziou

Véronique Le Goaziou est philosophe, sociologue et ethnologue, fondatrice de l'Agence de Sociologie pour l'Action. Elle travaille depuis plusieurs années sur la violence et réalise diverses missions dans les quartiers difficiles de banlieue.

Du même auteur

Essais

- *Comment ne pas devenir électeur du Front national* (avec Charles Rojzman), Desclée de Brouwer, 1998
- *Repris de justesse* (avec Yazid Kherfi), La Découverte, 2000
- *Les Banlieues* (avec Charles Rojzman), Le Cavalier bleu, 2001

Romans

- *La Vieille Femme et les Mouettes*, La Table ronde, 1996
- *À cause de la vie*, La Table ronde, 2003

Violence n. f. – Apparu au XIII^e siècle, le terme violence est emprunté au latin *violentia* et désigne le caractère violent ou emporté, en parlant des personnes, ou impétueux, en parlant des choses, par exemple le temps.

Violentia vient lui-même de *vis*, la force ou la vigueur, d'abord utilisée pour désigner qui agit ou s'exprime sans retenue, puis ce qui a un intense pouvoir d'action. Le terme grec correspondant est *bia* : il signifie à la fois force vitale et violence. *Bia* est la forme féminine de *bios*, la vie, que l'on retrouve dans *biologie*, la science du vivant, ou *biographie*, le récit écrit d'une vie. C'est la qualité de ce qui agit avec force, de manière positive ou négative.

Cette force caractérise aussi toute forme de rapport à autrui, à partir du moment où l'une des parties la subit. C'est alors la force exercée par une personne ou un groupe pour soumettre ou contraindre quelqu'un, afin d'obtenir quelque chose, avec ou sans son consentement. Sur le plan du droit, c'est la contrainte illicite exercée sur un individu pour obtenir une chose, avec son consentement. Sur le plan international, c'est l'emploi de la force pour obtenir d'un État son consentement, en rupture avec les principes du droit international. C'est enfin l'usage de la force dans la contestation sociale ou la répression des conflits par l'État.

Le terme se décline aussi au pluriel. Les violences sont alors des actes d'agression commis volontairement à l'encontre d'autrui, sur son corps (violences sexuelles) ou ses biens. En droit pénal, les violences sont « légères » ou « graves ». Ce sont aussi des paroles, qui manifestent l'hostilité ou l'agressivité entre les individus.

Introduction

« On n'a jamais autant parlé de la violence. »	9
---	---

Causes et origines de la violence

« La violence a toujours existé. »	17
« La violence, c'est notre part animale. »	23
« La violence est une pulsion qu'on ne maîtrise pas. »	29
« La violence est liée à des troubles psychologiques. »	33
« La violence sévit surtout parmi les milieux défavorisés. »	39
« La violence a pour cause l'alcool et les drogues. »	45

Visages de la violence aujourd'hui

« La violence s'accroît de nos jours. »	51
« Les actes de violence prennent un caractère sexuel. »	57
« Ce sont les images violentes de la télévision qui rendent violent. »	63

« Les personnes violentes sont surtout issues de familles décomposées. »	69
« Aujourd'hui, on doit davantage parler d'incivilités que de violences. »	75
« Les femmes sont moins violentes que les hommes. »	81
« La violence n'est pas seulement physique. »	87

Faire face à la violence

« On ne peut répondre à la violence que par la violence. »	93
« La violence est un moyen d'expression pour ceux qui n'en ont pas d'autres. »	99
« Le dialogue est un remède à la violence. »	103
« La violence est parfois légitime. »	109

Conclusion 113

Annexes

<i>Outils de mesure et indicateurs de la délinquance et de la criminalité</i>	119
<i>Pour aller plus loin</i>	122

« On n'a jamais autant parlé de la violence. »

Le tolérable d'une époque devient l'intolérable d'une autre.

Jean-Claude Chesnais, *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours, 1981*

Une préoccupation d'ampleur à propos de la violence s'est fait jour dans nos sociétés. De très nombreux livres et articles, un nombre incalculable d'enquêtes et de sondages, la collecte, le suivi et le comptage des faits, la recherche de nouveaux instruments d'analyse, la mobilisation des intellectuels, du monde politique et des médias, la création de nouvelles lois, la révision de l'appareil préventif et répressif, sont autant de signes de cette inquiétude ou de cet engouement. Ce n'est pas la première fois que l'on s'interroge sur la violence, un des thèmes récurrents de la réflexion humaine, abordé par toutes les sciences de l'homme et de la vie. Ni que l'on s'alarme de ses manifestations et que l'on tente de lutter contre elles, dans la mesure où toute collectivité, à un moment de son histoire, a été confrontée à la violence. Aujourd'hui, après une relative discrétion pendant une quarantaine d'années, la violence est (re)devenue un phénomène de société.

La première difficulté à laquelle on se heurte lorsqu'on s'y intéresse, est la diversité de la violence, la multiplicité des phénomènes qu'elle recouvre, le caractère quasi infini de son spectre d'application. De quoi parle-t-on ? D'une agression en vue d'un vol, délit classique avivé par la société de consumma-

tion ? Des violences sexuelles, fortement médiatisées par le phénomène des « tournantes » et des procès pour pédophilie (procès Dutroux et affaire d'Outreau, avril-juin 2004) ? Des bagarres entre malfaiteurs ou entre bandes, comme celle survenue sur le parvis de La Défense en janvier 2001 ? Des crimes passionnels ou de vengeance (voir l'assassinat, précédé d'actes de torture, commis par Cédric Bellec sur ses parents adoptifs en décembre 2000) ? Ou bien, dans un autre domaine, des despotismes et de la terreur qui les accompagne, ou, sujet d'actualité, des guerres (Rwanda, Irak) ? Ou encore, bien qu'ils soient très inégalement répartis sur la planète, des cataclysmes naturels, des épidémies ou, plus récents dans notre histoire, des accidents industriels ou écologiques (Bhopal, Tchernobyl, les marées noires) ? Un même mot désigne ces faits et expériences multiples, un même concept recouvre ces événements si hétérogènes.

Nous sommes confrontés à un problème de désignation, de classification et de définition. Dans son *Histoire de la violence*, (Laffont, 1981) Jean-Claude Chesnais distingue trois types de phénomènes – les violences physiques (homicides, viols, coups et blessures...), les violences économiques (les atteintes contre les biens) et les violences morales ou symboliques (atteintes à la dignité de la personne) – mais propose de n'appliquer le terme de violence qu'aux actes relevant de la première catégorie, à savoir les violences contre les personnes. Nous verrons au long de cet ouvrage que, si cette classification peut être critiquée, on a effectivement souvent tendance à assimiler violence et atteinte corporelle.

La seconde difficulté est que la désignation d'un acte ou d'un phénomène comme relevant de la

violence est loin d'être anodin. Dire que tel fait ou tel événement sont, ou ne sont pas, violents, ne se réduit pas à une simple querelle de mots. C'est la porte ouverte à des débats et des désaccords, car la qualification violente aggrave considérablement le fait désigné. Il est pointé du doigt et dénoncé, considéré comme dangereux, anormal ou pathologique, comme quelque chose contre quoi il est nécessaire, à l'échelle individuelle ou collective, de se défendre, pour en limiter les effets ou le faire disparaître. Les nombreuses controverses qui fleurissent autour de la question de la violence aujourd'hui, montrent que nous manquons toujours d'un critère décisif pour réduire l'ensemble de ses manifestations à une certaine unité.

Mais ce critère est peut-être une illusion, de même que la recherche d'une définition objective de la violence. Car ce qui est conçu ou perçu comme violent varie, dans l'espace et dans le temps. Comme le signale le sociologue Michel Viewiorka, « une société dans son ensemble, ou certains des groupes qui la constituent, peut se refuser à tenir pour violentes des conduites qu'une autre société (ou la même à un autre moment de son histoire, ou certains groupes) considérera comme telles ». C'est dire si la violence est mouvante et insaisissable, tant elle désigne, suivant les lieux, les circonstances ou les milieux, des réalités différentes. Aussi n'est-il pas inopportun de dissocier l'étude de la violence – le repérage, la qualification et l'interprétation des faits – de l'étude de notre sensibilité à la violence ; c'est-à-dire l'examen des motifs qui nous poussent à désigner comme violents certains phénomènes.

Il semble en tout cas que nous sommes, en ce début de XXI^e siècle, à une époque de très haute sensibilité, tant nous accolons le qualificatif violent à

un nombre considérable de lieux ou d'événements. Outre ceux évoqués précédemment, pensons aux violences scolaires (violences commises à l'école contre les élèves ou les enseignants, mais aussi violence de l'école qui sécréterait en son sein des formes d'exclusion), aux violences institutionnelles (particulièrement dans le monde du travail), aux nouvelles violences sociales qui touchent surtout les segments les moins qualifiés du salariat, ou aux violences domestiques exercées contre les femmes et les enfants, mais également contre des parents par des « enfants despotes », si l'on en croit certains sociologues (Louis Roussel) ou psychanalystes (Christiane Olivier).

Ces « nouvelles violences », fortement médiatisées, donnent l'impression que la violence est aujourd'hui partout, aussi bien dans des horreurs journalières que dans des catastrophes d'échelle planétaire. De multiples interprétations peuvent être données à cette affirmation, retenons-en deux que l'on peut considérer comme des changements majeurs dans notre façon de percevoir la violence.

Longtemps, le violent a été l'Autre : le paysan des villages, le sauvage des contrées lointaines, le libertin cruel, le fou, l'errant, le pauvre, à chaque fois celui qui incarnait la figure contraire de ce vers quoi la société tendait, ou croyait tendre. Si cet aspect est encore présent de nos jours (la figure du jeune violent issu des banlieues populaires par exemple), nous avons pourtant découvert – à travers des disciplines comme la psychanalyse ou des horreurs comme les génocides du XX^e siècle – que le violent pouvait être une personne ordinaire, pouvait être nous-mêmes ; c'est ce que la philosophe Hannah Arendt appellera, dans *Eichmann à Jérusalem* (Gallimard, 1966) la banalité du mal. La crainte

focalisée sur l'« ennemi » – l'inculte, l'attardé, le dément – va se reporter sur l'homme de tous les jours, comme en témoignent ces récits dérangeants qui mettent en scène des meurtriers ou des violeurs qui ne se distinguent en rien du quidam ordinaire.

Le second changement est que si nous peinons à appréhender la violence de façon objective, nous nous trouvons dans la nécessité de prendre en compte le poids de la subjectivité, à travers la souffrance des victimes. Ces derniers temps, ce sont surtout les voix des victimes, réelles ou supposées, qui se sont fait entendre (comme en témoignent le nombre important et la vigueur des associations de victimes aujourd'hui et la création, en avril 2004, d'un Secrétariat d'État chargé des droits des victimes). La violence est ainsi moins souvent désignée de façon première, qu'en réponse à un certain nombre de souffrances vécues et subies. Soit des souffrances anciennes que l'on rend publiques. Soit des souffrances inédites qui, en raison des mutations qui affectent nos sociétés, seraient spécifiquement modernes.

”

CAUSES ET ORIGINES DE LA VIOLENCE

*Voir souffrir fait du bien, faire souffrir plus de bien
encore – c'est une dure vérité, mais une vieille,
puissante, capitale vérité humaine.*

Nietzsche, *La Généalogie de la morale*, 1887

Aussi loin que nous remontons dans l'histoire des hommes et des peuples, nous rencontrons la violence. Les mythes, les grands récits, les textes des premiers poètes et savants lui consacrent une large place. Quelques-uns des philosophes présocratiques la jugent même nécessaire, soit en combinaison avec l'amour, soit, pour reprendre le célèbre fragment d'Héraclite à propos du conflit, comme « père de toutes choses et principe de vie ». Les histoires des Dieux sont pleines de bruit et de fureur, de luttes et de vengeances, de mesquineries ou de tueries, non moins que l'histoire des hommes, présentés dans les récits fondateurs de nos civilisations, comme des êtres ambitieux, mûs par une telle volonté de puissance qu'il faut songer aux moyens de les limiter, quitte à les contraindre et les punir (le mythe de Prométhée, le meurtre de Caïn ou la malédiction qui frappe Adam et Ève en sont des illustrations). Dès que l'homme a porté un regard sur le monde, les êtres vivants et ses semblables, il a vu la violence ou la lutte. Dans le dérèglement des forces naturelles, dans les combats, ou plus simplement dans le mystère de la vie. Vie, temps et violence semblent liés.

La validité des sources et la rigueur des instruments historiques ne peuvent masquer la part de

l'imagination et de nos convictions dans la lecture et l'interprétation des faits, particulièrement pour l'étude des périodes reculées. Car évoquer la vie des premiers hommes c'est raconter nos origines, chercher ce que nous étions, prétendre toucher du doigt notre essence ou notre nature. D'où les nombreux débats sur les peuples primitifs et, pour le sujet qui nous intéresse ici, s'ils étaient (déjà) violents, s'ils l'étaient plus ou moins que nous, quelle place ils accordaient à la violence, quel sens ils lui donnaient. L'histoire des hommes n'est pas dissociable de la vision que nous avons de l'Homme.

Pour le peu que nous savons, il apparaît que les peuples primitifs s'adonnaient à la guerre, certains même passionnément, que les premiers outils fabriqués étaient notamment des armes (pour se défendre ou attaquer) et que toutes les cultures dont nous avons pu établir quelque connaissance n'étaient pas exemptes d'agressivité, soit envers leurs membres, soit envers d'autres. Les causes que l'on a tentées d'établir, sont, comme aujourd'hui, diverses et multiples. La violence des peuples primitifs est tour à tour considérée comme une donnée naturelle, une propriété quasi zoologique ou un moyen de subsistance, y compris dans les sociétés d'abondance. Une explication qui revient souvent – et que nous voyons réapparaître à propos des violences urbaines – repose sur l'idée de territoire. Pour Pierre Clastres – un anthropologue qui a analysé la place et le sens de la guerre dans les sociétés primitives – le territoire, réserve de ressources naturelles et espace d'exercice des droits et des devoirs communautaires, stipule l'exclusion des groupes humains qui n'y sont pas établis, soit parce que les réserves ne peuvent nourrir qu'un nombre limité d'individus, soit parce que chaque groupe d'hommes, pour exister, doit faire valoir sa différence.

Certes, toutes les cultures ne sont pas identiques, mais on trouve chez des peuples très différents de semblables situations déclenchant l'agression : la défense ou la conquête d'espaces, le désir d'appropriation ou la protection d'objets ou d'êtres de valeur, la manifestation de la volonté de puissance ou du désir de pouvoir, et ce qui ressortit à la peur éprouvée à l'égard du méconnu ou de l'étranger.

La violence n'a donc rien de nouveau. Elle est présente, dans nos vies et nos récits, depuis longtemps. Le reconnaître, c'est accepter de considérer la noirceur qui est en nous, notre part, ancestrale et universelle semble-t-il, de cruauté, et, avancement certains, du plaisir que nous y trouvons : la violence serait consubstantielle à l'homme. Ce lien entre la violence et l'homme est même établi depuis si longtemps qu'il est rarement abordé sans l'un ou l'autre de ses corollaires. Soit que l'homme, par essence violent, est également capable d'amour, de lien et de solidarité – c'est le vieux thème de l'ambivalence humaine, l'homme pouvant le pire et le meilleur. Soit que la part violente de l'homme doit être combattue afin de la contenir et de la contrôler ou, comme ont pu en rêver certains, de l'annihiler. Dans cette optique, l'amour n'est jamais assez fort face à la haine et l'homme doit lutter contre lui-même.

L'idée de ce combat de l'homme contre (une part de) lui-même a fortement nourri notre tradition politique libérale notamment issue des théories du contrat social (Hobbes, Rousseau) et, plus largement, notre croyance dans la civilisation. De la pensée de Hobbes, nous retenons que les hommes ne se rassemblent pas par une sociabilité naturelle, mais pour sortir d'un état de violence qui les conduit à la

mort. C'est pour se protéger les uns des autres que les hommes vont se constituer en communautés, remettre à un tiers (l'État) une part de leur puissance et, de ce fait, une part de leur liberté. L'homme sorti de l'état de nature est celui qui, collectivement, érigera une instance, capable de violence et ayant seule légitimité pour l'exercer, afin de contenir et limiter la violence intrinsèque de chacun, seule condition pour vivre en sécurité et dans la paix. Cette tradition et croyance politique se double d'une tradition culturelle qui la déborde et la contient, appelée par le philosophe et sociologue allemand Norbert Elias « processus de civilisation ». Un long et lent mouvement de conformation des mœurs, d'abord externe (les interdits, les contraintes, les punitions) puis interne (l'autoconditionnement) qui a conduit à limiter et éteindre l'agressivité des hommes et des nations. Le résultat, selon Elias, est la création d'espaces pacifiés « ... à l'intérieur desquels l'emploi de la violence ne saurait être que l'exception ». C'est aussi, prévenait-il quelques années après Freud, un formidable mouvement de refoulement des passions et des pulsions humaines. Elias n'a jamais prétendu que la civilisation ferait disparaître la violence ; elle a eu, ou devait avoir, pour vertu de la contenir et d'en réguler l'exercice, ce qui est différent. Mais il a tout de même caressé l'idée que la civilisation pouvait la faire régresser.

Si la violence a donc toujours existé, il apparaît avec évidence qu'elle nous est devenue intolérable. Est-ce parce qu'elle signe l'échec de la civilisation, processus à l'issue duquel nous pensions nous en débarrasser ? Ou parce qu'elle resurgit au cœur des sociétés considérées comme les plus développées, là où l'idéal civilisationnel était le plus marqué ? Pour

une part, indéniablement. Mais c'est aussi qu'un peu partout s'élèvent des voix qui crient le caractère insupportable de la souffrance, quelle qu'elle soit. Plus que la violence, c'est la souffrance qui est devenue le maître mot aujourd'hui, le critère à l'aune duquel s'énoncent les jugements. Au nom d'une valorisation sans précédent de la vie humaine, la souffrance est devenue le mal – sans qu'on prenne toujours le soin d'en distinguer la nature et les formes – et le sujet moderne une victime en puissance.

Mais on pourrait également appliquer à la violence ce que l'on a coutume d'appeler le syndrome ou le paradoxe de Tocqueville : plus un phénomène désagréable est réduit, plus ses manifestations résiduelles sont perçues ou vécues comme insupportables. De retour d'Amérique, Tocqueville avait prédit que les inégalités s'atténuant de façon massive, celles qui malgré tout demeurerait (comme les inégalités naturelles) apparaîtraient de plus en plus intolérables. Les sociétés, selon lui, allaient prétendre à une égalité maximale, voire absolue. Il se passe peut-être un phénomène similaire à propos de la violence : plus nous vivons dans des sociétés tranquilles et sécurisées, moins nous supportons – et plus nous amplifions – les endroits où elle demeure encore ou ses manifestations résurgentes. Et c'est bien autour de ces trois grandes questions – violence et civilisation, violence et souffrance, violences résiduelles ou nouvelles violences – que la majorité des analyses et des débats s'articulent aujourd'hui.